



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO

46, rue des petites écuries 75010 PARIS

contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

**COMMUNIQUÉ
DE PRESSE**

EGALITE PROFESSIONNELLE : le temps est venu de créer du droit !

FO Fonction Publique a interpellé à plusieurs reprises et hier encore le secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Olivier DUSSOPT, sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes pour dire nos revendications et connaître les objectifs du gouvernement avant l'ouverture de toute négociation.

Après l'accord de 2013 signé par FO, une nouvelle étape doit être franchie pour favoriser l'égalité professionnelle et lutter contre les discriminations : CREER DE NOUVEAUX DROITS.

C'est dans cette perspective que **FO Fonction publique** a demandé de négocier sur des mesures concrètes et une application contrainte - telle la Loi Sauvadet de 2012 pour une représentation équilibrée dans l'encadrement supérieur et dirigeant des trois fonctions publiques.

Nos demandes sont restées sans réponse satisfaisante malgré des propositions concrètes et positives qui sont la seule façon d'obtenir des avancées réelles.

FO a notamment interrogé le ministre sur :

- Le devenir des mesures touchant particulièrement les agents les plus précaires (parmi lesquels les femmes sont surreprésentées) et aggravant l'inégalité professionnelle comme par exemple le rétablissement du jour de carence, l'insuffisance des moyens consacrés à l'action sociale, les suppressions d'emplois, la détérioration des conditions de travail, le recours accru à l'emploi précaire, la remise en cause des instances représentatives des personnels (CHSCT, CAP)
- La création d'un congé de paternité et d'accueil de l'enfant d'une durée d'un mois minimum
- Le maintien du Code des pensions civiles et militaires et de la CNRACL avec suppression du système de décote
- L'octroi de grilles indiciaires de A type pour tous les corps féminisés qui ont des grilles inférieures malgré le recrutement au niveau de la licence.

Sur la forme et sur le fond, cette entame de négociation n'est pas convenable : un calendrier contraint, des réunions stériles qui s'enchaînent et un dialogue social qui tourne au monologue sont parmi les raisons qui amènent FO Fonction Publique à ne pas participer à la réunion initiée ce jour à 14h30 à la DGAFP par le secrétaire d'Etat, Olivier Dussopt.

FO Fonction Publique attend de réelles négociations basées sur nos revendications avec l'objectif de donner de nouveaux droits.

L'égalité professionnelle mérite davantage qu'une vitrine remplie de bonnes intentions.

Fait à PARIS, le 2 octobre 2018